

Vayssettes (*André-Julien-Jean-Marie*) 1909-2008

Associé-correspondant national (1969-2008)

André Vayssettes est né le 7 juillet 1909 à Figeac (Lot), fils d'Alexis-Edouard Vayssettes, huissier, et de Rose-Marguerite-Jeanne Poureille. Il effectue ses études au collège Champollion de Figeac où il obtient le baccalauréat lettres et philosophie puis fait son droit à la Faculté de droit de Toulouse. Parallèlement, il suit l'enseignement spécial qui conduit au diplôme de sciences pénales et initie à la criminologie, la science des parquets, la médecine légale et la police scientifique. Licencié en droit, il obtient le diplôme d'études supérieures de droit romain, d'histoire du droit et de droit privé.

Attaché au barreau de Toulouse en 1930, il prête serment comme avocat stagiaire à la Cour d'appel de Toulouse et reste inscrit au barreau de cette ville jusqu'en octobre 1934. Après avoir subi avec succès l'examen d'entrée dans la magistrature, il est juge suppléant du ressort de la Cour d'appel de Lyon le 9 octobre 1934 puis, titularisé, juge à Villefranche-sur-Saône le 18 décembre 1936.

Officier de réserve navigant de l'Armée de l'Air, il fait la campagne de 1939-1940 comme observateur breveté en avion. Après l'armistice, il adhère au groupe local de résistance de Villefranche-sur-Saône et, en 1942, est immatriculé aux Forces françaises combattantes du réseau Andromède-Athénée qui dépend du BCRA de Londres. Il est un agent de renseignements actif, efficace et courageux dans la région lyonnaise qui est un des hauts lieux de la lutte clandestine contre l'occupant. Il est juge d'instruction de 1^{ère} classe à Saint-Étienne en juillet 1943 puis à Lyon, le 15 février 1944.

À la Libération, André Vayssettes bénéficie de la bienveillance des autorités issues de la Résistance en raison de son comportement sous l'Occupation. En 1944, il aurait agi en faveur des résistants appelés à paraître en cour martiale en signant des mandats de dépôt remplaçant les mandats des forces de l'ordre qui marquaient alors la première étape vers les tribunaux militaires. Juge à la cour de justice de Lyon, nouvelle juridiction civile d'exception, il préside la commission de criblage de la prison Montluc puis se consacre aux affaires importantes, notamment à l'affaire Berliet et au cas de Joseph Boiron, magistrat devenu milicien, chef du service juridique de Joseph Darnand et l'un des principaux animateurs des cours martiales militaires (Virginie Sansico).

André Vayssettes devient vice-président du tribunal de Lyon en 1948 puis conseiller à la Cour d'appel de Lyon le 16 avril 1951. Il est appelé à présider les cours d'assises du Rhône et de la Loire. Président du tribunal hors classe de grande instance de Saint-Étienne le 7 décembre 1960, il est nommé premier président de la Cour d'appel de Nancy en 1967 où il termine sa carrière. Conseiller honoraire à la Cour de cassation en 1979, il se retire à Saint-Cloud. Il reçoit la Médaille de la Résistance le 20 avril 1946, est fait chevalier de la Légion d'honneur le 1^{er} juin 1946 puis officier le 13 juillet 1962.

Pendant son affectation à Nancy, André Vayssettes est invité à poser sa candidature à l'Académie de Stanislas. Sur le rapport de la commission composée de Serge Mougne, Henry Berle et Louis Facq (Rapporteur), il est reçu associé-correspondant national le 16 mai 1969. « Premier Président de la Cour d'Appel de Nancy, [il] apporte le précieux concours d'un juriste particulièrement éminent, aux idées novatrices ; sa grande courtoisie est hautement appréciée, tant au dedans qu'au dehors ... ».

André Vayssettes a épousé le 27 juillet 1944 à Lyon (2^e) Adèle Saragosse (1903-1985). Il décède le 16 décembre 2008 à Valence. Ses obsèques sont célébrées en l'église Sainte-Catherine et il est inhumé près de son épouse au cimetière de La Bégude-de-Mazenc (Drôme). [Alain Petiot. Janvier 2026]

Archives de l'Académie de Stanislas, dossier d'André Vayssettes ; *Le Dauphiné libéré* (17 décembre 2008) ; *Mémoires de l'Académie de Stanislas* (1968), p. 87 ; Virginie SANSICO, « La cour de justice de Lyon, section du Rhône (Septembre 1944-juillet 1949) », *La Justice de l'Épuration à la fin de la Seconde Guerre mondiale*, Association française pour l'histoire de la Justice, *La Documentation française*, Paris, 2008, p. 45-57 ; *Who's who in France* (1977-1978), p. 1614.